COMITE DE SOUTIEN A VALERY GISCARD D'ESTAING

36, BOULEVARD EXELMANS
75016 - PARIS
TEL : 520 - 38 - 95

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous vous prions de lire attentivement de texte de Monsieur Jean GRANDMOUGIN paru dans le journal l'Aurore le 09 Mai 1974.

Si vous en tirez les conclusions qui sont les nôtres, veuillez adhérer au Comite de soutien de l'ORTF à Monsieur Valéry Giscard d'Estaing en nous retournant signé l'imprimé ci-joint.

Comité de soutien ORTF.

P.J. 2

LA RÉVOLUTION telle que des socialistes la prévoient...

CE qu'on va lire n'est pas une élucubration de politique-fiction, pas plus que ne l'est le rapport de la Commission économique et financière du parti socialiste que L'AURORE a révélé. Il s'agit d'une étude rédigée par les membres du CERES, groupe de la gauche du parti socialiste, dont les membres les plus connus s'appellent J.-P. CHEVENEMENT, Georges SARRE, Didier MOTCHANE et Gilles MARTINET.

PAR JEAN GRANDMOUGIN

Dans la revue Frontière, émanant du parti socialiste et datée de mars-avril, le C.E.R.E.S. décrivait le processus d'une prise de pouvoir vraiment révolutionnaire succédant à des élections victorieuses. Frontière venait d'être diffusée quand survint le décès de Georges Pompidou.

Alarmés par les réactions que l'article susciterait en période électorale, les responsables de Frontière en récupérèrent les numéros autant qu'ils le purent. Quelques exemplaires continuèrent à circuler.

Ce qui suit est le résumé de l'article du C.E.R.E.S., un groupement qui sert de lien entre François Mitterrand, d'une part, la C.F.D.T. et le P.S.U., d'autre part. Et le plan d'action ici exposé annonce ce que pourraient être les lendemains d'une victoire de la gauche unie.

En cas de victoire d'une « coalition d'unité populaire », quelle stratégie adopter ?

Celle « que l'expérience chilienne justifie pleinement, totalement », à savoir : « **impulser un processus révolutionnaire à partir de la victoire électorale d'une coalition d'unité populaire.** »

Le programme commun y a sa place « comme détonateur et armature d'un processus de changement total de l'économie et de la société ».

La violence

La transition socialiste, « **loin de supprimer la lutte des classes, en élèvera progressivement l'enjeu** ».

Il s'agit donc, selon le C.E.R.E.S., « **de la révolution** ». Elle consiste à « **mettre à profit la faille ouverte dans le système pour changer, désarticuler, briser la machine étatique de la bourgeoisie** ».

Par la voie pacifique ? « **Qu'il y ait ou non par la lutte armée des transitions victorieuses, dit le C.E.R.E.S., il n'y en a point par la voie pacifique.** »

Une précision : « **Si l'affrontement ne peut être limité au plan de l'économie, il se produira au niveau physique.** »

Comment ? « **S'il est un sujet où l'on ne peut pas tout dire, confie le C.E.R.E.S., c'est bien celui-là.** »

L'action consistera de toutes façons « **à consolider le soutien populaire pour mettre autant de verrous à une éventuelle contre-offensive réactionnaire** ».

Car, le C.E.R.E.S. l'admet, « **les risques de dérapage seront considérables** ».

Il faut s'attendre à « **une accélération simultanée des grandes revendications populaires et à l'incapacité de contrôler les coûts et les revenus** ».

« On ne peut tout à fait exclure, reconnaît le C.E.R.E.S., que la dégradation de la situation économique, la dépendance étrangère et le développement des mécontentements de la population, encore soumise aux conditionnements de la période antérieure, créeent à plus ou **moins brefs délais les conditions d'un renversement du pouvoir populaire.** »

Comment l'éviter ? « **La seule chance de victoire consiste à reconnaître les revendications de pouvoir des travailleurs dans l'entreprise.** »

Car le mouvement ne se bornera pas aux traditionnelles revendications de salaires. L'Etat nouveau pourrait s'appuyer sur « **certains corps de fonctionnaires** », sur « **une partie de la police et de la magistrature** ».

Même de l'armée si possible. « Il n'y a pas de révolution possible sans cela ». L'armée recevrait pour mission de « répondre aux menaces auxquelles serait confrontée une France socialiste ».

En matière économique, poursuit le CERES, il convient de mettre en place sans tarder une « planification globale rigoureuse ». Outre des blocages et des contrôles, elle comportera « des mesures très brutales annoncées à l'avance : nationalisations, sanctions et pénalités frappant les spéculateurs ». Une « fiscalité très rigoureuse », même « brutale sur les revenus élevés et sur les entreprises ».

L'essentiel, pour le pouvoir populaire, « **rendre les choses irréversibles** », d'où la nécessité de « **mettre en place une administration, une justice, une police faisant corps non pas avec l'ancien régime mais avec le nouveau** ».

Donc « le gouvernement de la gauche devra très rapidement remplacer, par **des hommes sûrs**, les fondés de pouvoir placés par le régime précédent dans tous les postes clés ». Outre un « contrôle des élus » et de l'administration, « **de larges possibilités seront offertes au contrôle populaire par la levée du secret des activités administratives que prévoit le programme commun** ».

« De plus, il appartiendra aux partis de gauche, de constituer à tous les niveaux des organes de surveillance chargés de relever, dans les plus brefs délais, les insuffisances et les déviations... **Le contrôle des partis de masse s'exercera « sur les organes politiques de l'Etat.** »

Les « masses » auront un rôle majeur. Ainsi, sur les lieux de production, des « **rassemblements de travailleurs mettront en place des organes permanents, collectifs, commissions, comités d'action, qui agiront sous le contrôle des assemblées générales du personnel. Les responsabilités et les compétences de ces comités auront tendance à s'étendre à tous les aspects de la gestion : saisie de documents comptables et confidentiels, contrôle des licenciements, de l'embauche, des conditions de travail, des marges, des investissements, finalement de la production** ».

Il apparaît « fort probable » que des collectifs de travailleurs « **se fixeront d'emblée des objectifs plus avancés que ceux du programme commun : nationalisations supplémentaires, extension du contrôle ouvrier** ».

Dans les campagnes, des « **mouvements se produiront presque certainement. Ils risquent de prendre des formes particulièrement brutales (violences physiques, destructions), qui ne manqueront pas de soulever de graves problèmes au sein du monde agricole et rural** ».

Le CERES reconnaît « le mouvement de masse débordera sans doute rapidement l'appareil de l'Etat bourgeois et terminant ainsi dans les faits un **transfert de pouvoir vers les syndicats, les partis, les comités de lutte** ».